

ARRÊTÉ TEMPORAIRE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

**Portant réglementation du stationnement
COHÉSION SOCIALE – ATELIER SANTE VILLE
13AU 27 SEPTEMBRE 2024 – PLACE DES MANTILLES**

Arrêté n°353-août 2024-ST

RP/AB

Le Maire de la Ville de CAUDRY,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2213-1 à L.2213-6,

Vu le Code de la route, et notamment les articles R. 411-8 et R. 417-11,

Vu le Code Pénal,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription,

Vu la demande en date du 02 juillet 2024 de Madame Marie-Laurence De Graef, Médiatrice santé du service Cohésion Sociale de la Ville de Caudry relative à l'occupation du domaine public le vendredi 13 septembre 2024 et le vendredi 27 septembre 2024 au matin par le bus Hoscare'Tour sur le marché de Caudry derrière le théâtre dans le cadre de l'organisation de l'Atelier Santé Ville.

Considérant que l'occupation du domaine public par le bus Hoscare'Tour rend nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée du stationnement, afin d'assurer la bonne organisation technique de l'Atelier Santé Ville ; place des Mantilles, dans la portion comprise entre la rue de la République et le théâtre,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : LE vendredi 13 septembre 2024 et le vendredi 27 septembre 2024 au matin, le stationnement sera interdit sur le parking de la place des Mantilles sur 3 places de parking (2,5m x 7,50 m), dans sa partie comprise entre la rue de la République et le théâtre.

Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du Code de la route et passible de mise en fourrière immédiate.

ARTICLE 2 : La signalisation requise sera mise en place par les Services Municipaux.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Lille – 5, Rue Geoffroy Saint-Hilaire – CS 62039 – 59014 LILLE Cedex ou sur internet à l'adresse www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, de son affichage ou de sa notification.

ARTICLE 4 : Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie, Madame la Commandante de Brigade de Gendarmerie et Monsieur le Chef de la Police Municipale seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Caudry, le 12 août 2024

Pour le Maire,
Le Conseiller Municipal Délégué



Marc DEVIENNE